

**Convention collective départementale**  
**IDCC : 878. – MENSUELS DES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES**  
**DU RHÔNE**  
**(21 mai 1976)**

(Etendue par arrêté du 21 novembre 1986,  
*Journal officiel* du 11 décembre 1986)

---

**ACCORD DU 11 JUILLET 2006**  
**RELATIF AUX RAG ET RMH 2006**

NOR : *ASET0650939M*

IDCC : 878

Entre :

L'union des industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques du Rhône,

D'une part, et

Le syndicat chrétien de la métallurgie et professions connexes de la région lyonnaise CFTC ;

Le syndicat de la métallurgie du Rhône CFE-CGC,

D'autre part,

Vu les dispositions de l'accord national métallurgie du 17 janvier 1991 institutionnalisant le double barème RMH et taux garantis et portant avenant à l'accord national du 13 juillet 1983 étendu le 1<sup>er</sup> juillet 1991,

il a été convenu ce qui suit :

L'accord du 15 juin 2006 fixant l'annexe II à la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976 est annulé et remplacé par le présent accord qui sera annexé à la présente convention sous la forme d'une nouvelle annexe II.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques*

Le barème des rémunérations minimales hiérarchiques, tel que fixé le 15 juin 2006 en vertu de l'article 32 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976 est maintenu selon le barème 35 heures, annexé au présent accord.

Ce barème des RMH, distinct de celui des rémunérations annuelles garanties, ne constitue nullement une rémunération minimale garantie. Il ne sert qu'au calcul des primes d'ancienneté.

Ce barème est applicable à compter du 1<sup>er</sup> août 2006 (salaire du mois d'août 2006).

## **Article 2**

### *Primes d'ancienneté*

Conformément à l'article 36 de la convention collective des industries métallurgiques du Rhône, le montant des primes d'ancienneté dont bénéficient les salariés qui remplissent les conditions nécessaires est calculé sur la base des rémunérations hiérarchiques telles que fixées dans l'article 1<sup>er</sup> du présent accord.

## **Article 3**

### *Rémunérations annuelles garanties*

Le barème des rémunérations annuelles garanties, tel que fixé par l'accord du 15 juin 2006 en vertu de l'article 32 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône du 21 mai 1976, est annulé et remplacé par le nouveau barème 35 heures annexé au présent accord.

Ce barème définit les garanties minimales de rémunérations annuelles applicables à l'ensemble des catégories de personnel visées par la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône.

Les rémunérations annuelles garanties déterminent, sauf garantie légale ou conventionnelle de salaire plus favorable, la rémunération annuelle brute au-dessous de laquelle aucun salarié défini comme à l'alinéa précédent ne pourra être rémunéré pour une durée annuelle correspondant à 35 heures de travail hebdomadaire et pour le coefficient considéré.

Les rémunérations annuelles garanties doivent être adaptées proportionnellement à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié concerné et calculées *pro rata temporis* en cas de :

- départ ou entrée en cours d'année ;
- changement de classification (en cours d'année).

Le barème de rémunérations annuelles applicable depuis le 15 juin 2006 est annulé et remplacé par un nouveau barème 35 heures réévalué et annexé au présent accord.

Il s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 et concerne l'ensemble des rémunérations telles que définies par l'article 4 du présent accord et versées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre.

## **Article 4**

### *Vérification du respect de la rémunération annuelle garantie*

A la date du paiement du salaire du mois de décembre, l'employeur vérifiera que le montant total des rémunérations à prendre en considération est

au moins égal au montant de la rémunération annuelle garantie. A défaut, un complément égal à la différence entre les rémunérations perçues et la rémunération annuelle garantie est versé avec la paie afférente à ce mois.

Pour vérifier si les salaires réels pratiqués ne sont pas inférieurs aux rémunérations annuelles garanties, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant les cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- les primes d'ancienneté prévues par l'article 36 de la convention collective ;
- les majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de l'article 30 de la convention collective ;
- les revenus découlant de la législation sur l'intéressement et de la participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisation en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- les majorations pour heures supplémentaires ;
- les primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

## **Article 5**

### *Respect des garanties conventionnelles*

L'application du présent accord et en particulier des barèmes de rémunérations annuelles garanties ne peut avoir pour conséquence l'exclusion d'une quelconque disposition de la convention collective des mensuels des industries métallurgique du Rhône et notamment des articles 27, 28 et 29 relatifs aux majorations de salaires.

## **Article 6**

### *Indemnité forfaitaire de nuit*

L'indemnité fixée par l'article 29 de la convention collective des mensuels des industries métallurgiques du Rhône appelée communément « prime de panier de nuit » est fixée à compter du 1<sup>er</sup> août 2006 à 5,30 €.

## **Article 7**

### *Dates d'application de l'accord*

Compte tenu des dispositions ci-dessus, l'application du présent accord s'opérera selon des dates différentes :

La grille de rémunérations minimales hiérarchiques servant au calcul de la prime d'ancienneté s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> août 2006 (salaire du mois d'août 2006).

La nouvelle grille de rémunérations annuelles garanties s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'indemnité forfaitaire de nuit s'appliquera à compter du 1<sup>er</sup> août 2006.

### **Article 8**

Conformément à l'article L. 132.10 du code du travail, le texte du présent accord sera déposé à la direction des relations du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Lyon.

Fait à Lyon, le 11 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)

# ANNEXE I

## Rémunérations minimales hiérarchiques servant de base de calcul de la prime d'ancienneté

*Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> août 2006  
base 35 heures (annexe à l'article 1<sup>er</sup> de l'accord du 11 juillet 2006)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier (RMH majorée de 7 %)
V		395		1 394,80		1 492,14
	3	365		1 288,74	AM 7	1 379,18
	2	335		1 182,87	AM 6	1 265,58
	1	305		1 076,82	AM 5	1 152,13
IV	3	285	TA 4	1 056,38	AM 4	1 076,50
	2	270	TA 3	953,40		
	1	255	TA 2	900,46	AM 3	963,39

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier (RMH majorée de 7 %)
III	3	240	TA 1	847,52	AM 2	906,74
	2	225		794,43		
	1	215	P 3	759,18	AM 1	812,45
II	3	190	P 2	670,85		
	2	180		635,60		
	1	170	P 1	600,20		
I	3	155	3	569,15		
	2	145	2	558,68		
	1	140	1	557,08		

## Rémunérations annuelles garanties

*Barème applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006  
base 35 heures (annexe à l'article 3 de l'accord du 1<sup>er</sup> juillet 2006)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier
V		395		23 741,25	23 741,25	25 402,70
	3	365		21 911,70	AM 7	23 566,45
	2	335		20 152,55	AM 6	21 782,50
	1	305		18 382,20	AM 5	19 947,30
IV	3	285	TA 4	17 164,00	AM 4	18 625,40
	2	270	TA 3	16 456,40		
	1	255	TA 2	15 872,35	AM 3	17 051,00

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS et techniciens	AGENTS de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier
III	3	240	TA 1	15 030,10	AM 2	15 030,10
	2	225		14 967,00		
	1	215	P 3	14 904,00	AM 1	15 513,55
II	3	190	P 2	14 840,85		
	2	180		14 839,25		
	1	170	P 1	14 837,70		
I	3	155	O 3	14 836,10		
	2	145	O 2	14 834,55		
	1	140	O 1	14 833,50		